

**Union européenne - Entretien de M.
Bernard Cazeneuve, Premier
ministre, avec le quotidien «Le
Monde» - Extraits**
(Paris, 21 janvier 2017)

(...)

Q - Autre sujet qui fâche, la fraude aux travailleurs détachés. Jean-Luc Mélenchon dénonce un dumping social et veut que la France s'affranchisse de la directive européenne sur le sujet. Arnaud Montebourg réclame sa suspension. Concrètement, que fait le gouvernement ?

R - Là encore, j'invite chacun à ne pas être dans la post-réalité. Ceux qui disent que rien n'a été fait dans ce domaine émettent une contre-vérité. Nous avons pris des dispositions tout au long du quinquennat pour lutter contre la fraude, augmenté considérablement les contrôles et les mises en cause devant les tribunaux, et nous avons obtenu des résultats significatifs. J'accepte que l'on dise qu'il faut porter plus loin l'ambition, mais je n'accepte pas qu'on commence ce débat sur des fondements ne correspondant pas à la réalité. La France est en permanence à l'initiative. Nous avons engagé, au niveau européen, la modification de la directive de 1996 pour que cessent les distorsions de concurrence, l'abaissement et le démantèlement de notre système social résultant des pratiques frauduleuses, et nous sommes optimistes sur la possibilité d'y parvenir. À Berlin, le 13 février, ce sujet sera au coeur des discussions que j'aurai avec la chancelière. Je souhaite quitter Matignon en ayant rendu ce dossier irréversible.

Q - La directive sera donc corrigée mais pas supprimée ?

R - Quand je parle de l'Europe qui protège, ce n'est pas une Europe qui se recroqueville, c'est une Europe qui s'organise. Beaucoup de salariés français sont détachés en Europe et participent au rayonnement de notre pays. Il ne faut pas avoir une vision restreinte, protectionniste de ce sujet, comme il m'arrive de l'entendre.

Q - Les récentes déclarations de Donald Trump sur l'OTAN et l'Europe vous -inquiètent-elles ?

R - On ne peut pas exercer une responsabilité politique dans un exécutif, surtout quand on est premier ministre, en étant inquiet. La montée des périls impose la maîtrise. Face au discours de Donald Trump, la réponse consiste à renforcer toutes les politiques de l'Union européenne de nature à protéger le continent des périls qui se présentent à lui : augmenter le budget de la défense, et cela ne peut pas seulement concerner la France ; créer Frontex - l'agence européenne de surveillance des frontières extérieures -, c'est fait ; réformer Schengen, c'est acté par l'Union européenne. J'entends, dans tous les débats politiques, dire : «Il faut réformer

Schengen», mais c'est acté ! J'invite les candidats à lire les textes ! Le débat politique doit avoir une certaine hauteur, une certaine exigence.

Q - Le couple franco-allemand est-il -encore opérationnel ?

R - Contrairement à beaucoup de tentations et de commentaires, ce qui structure l'Europe, c'est l'axe franco-allemand. Nous n'aurions jamais progressé sur Frontex et Schengen sans une relation quasi fusionnelle entre Thomas de Maizière et moi. (...)/.

(Source : site Internet du Premier ministre)